

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/3594
2 mars 1962

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS-
ESPAGNOL

Trente-troisième session
Point 7 de l'ordre du jour

PROCEDURES ET DISPOSITIONS RELATIVES AU PROGRAMME
ALIMENTAIRE MONDIAL

Rapport du Comité intergouvernemental ONU/FAO

En application de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général transmet au Conseil le rapport ci-joint sur la première session du Comité intergouvernemental ONU/FAO qui s'est tenue du 12 au 20 février 1962.

COUNCIL
CONSEIL
CONSEJO

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION
OF THE UNITED NATIONS

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS
PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION

CL 38/2

PAM/RAPPORT CIG 1/62
Rome, 20 février 1962

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

COMITE INTERGOUVERNEMENTAL

Première session

Rome, 12 - 20 février 1962

RAPPORT

au

Conseil économique et social des Nations Unies

et au

Conseil de la FAO

1911
1912
1913
1914

1915
1916
1917
1918

1919
1920
1921
1922

1923

1924
1925
1926
1927

1928
1929
1930
1931

1932
1933
1934
1935

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL - COMITE INTERGOUVERNEMENTAL

Première session

Rapport au Conseil économique et social

et

au Conseil de la FAO

Table des matières

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 11	1
II. EXAMEN DES CONDITIONS ET PROCEDURES DE CREATION ET DE GESTION DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	12 - 13	4
A. Observations sur des questions déterminées pour l'information du Conseil économique et social de l'ONU et du Conseil de la FAO	14 - 18	4
B. Recommandations concernant les mesures préparatoires et les études	19 - 25	6
C. Projet de règles ou recommandations générales sur les dispositions et procédures pour la création et la gestion du PAM	26	8
Partie A - Principes directeurs et critères	1) - 4)	8
Partie B - Types et domaines d'assistance	5) - 6)	10
Partie C - Organisation et gestion	7) - 16)	11
Partie D - Procédures	17) - 23)	13
Partie E - Dispositions financières	24) - 28)	18
Partie F - Etudes	29	18

Annexe I

Liste des délégués et observateurs

I. INTRODUCTION

1. Le Comité intergouvernemental (CIG), constitué en application de la Résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Résolution 1/61 de la Conférence de la FAO, a tenu sa première session à Rome du 12 au 20 février 1962.

a. Participants

2. Les représentants des 19 pays suivants ont participé aux débats:

Argentine	Ghana	Pakistan
Australie	Inde	Thaïlande
Brésil	Indonésie	République Arabe Unie
Canada	Maroc	Etats-Unis d'Amérique
Colombie	Pays-Bas	Uruguay
Danemark	Nouvelle-Zélande	Yougoslavie
France		

Le Nigeria, qui avait également été désigné pour faire partie du Comité, n'était pas représenté à la session.

3. Ont également pris part aux travaux du Comité les représentants de cinq institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organismes intergouvernementaux. On trouvera à l'annexe I la liste des délégués et observateurs ayant assisté à la réunion.

b. Election du Président, du Vice-Président et des autres membres du Bureau

4. S.E. M. Julio Pons (Uruguay) et M. Soesilo H. Prakoso (Indonésie) ont été élus à l'unanimité respectivement Président et Vice-Président de la session. Le Président du Comité a également assuré la présidence du Groupe de travail plénier et du Groupe directeur désigné par le Comité. M. Nazir Ahmed (Pakistan) a été élu Rapporteur pour la session.

c. Adoption de l'ordre du jour

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Election du Président de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du Règlement intérieur
4. Examen des conditions et procédures de création et de gestion du Programme alimentaire mondial
5. Adoption du rapport et des recommandations du Comité
6. Questions diverses
7. Date et lieu de la prochaine session

d. Observateurs

6. Le Comité a été informé par le Directeur général qu'un certain nombre de pays avaient demandé à envoyer des observateurs à la session. Le Comité a invité le Directeur général de la FAO et le Secrétaire général par intérim de l'Organisation des Nations Unies à informer les missions diplomatiques des Etats Membres des Nations Unies et de la FAO qu'elles peuvent envoyer, si elles le désirent, des observateurs aux séances plénières de la session.

e. Mandat

7. Le Comité prend note des dispositions de la Résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Résolution 1/61 de la Conférence de la FAO, et en particulier de celles qui énoncent son mandat. 1/

1/ "L'Assemblée générale charge "le Comité intergouvernemental ONU/FAO, lorsqu'il établira des recommandations sur les conditions et procédures de création et de gestion du programme pour les soumettre à l'examen et à l'approbation du Conseil économique et social et du Conseil de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, de le faire sur la base de la présente résolution ainsi que de la résolution adoptée par la Conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture le 24 novembre 1961, et de tenir compte de la proposition formulée conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture concernant les procédures à suivre et les dispositions à prendre en vue de l'utilisation multilatérale des excédents de produits alimentaires (A/4907 et Add. 1 et 2), des déclarations faites lors des débats à l'Assemblée générale et à la Conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, et de telles autres conditions et procédures qu'il jugera indiquées".

(par. 1/10 de la Résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies)

La Conférence de la FAO décide que "le Comité intergouvernemental se réunira à Rome au début de 1962 pour mettre au point pour le programme, sur la base de la présente résolution, des procédures et des dispositions détaillées, en tenant dûment compte du rapport conjoint du Secrétaire général et du Directeur général, ainsi que des points de vue exprimés au cours des réunions consacrées à cette question et tenues sous les auspices de la FAO et des Nations Unies".

(par. 1/5 de la Résolution No 1/61 de la Conférence de la FAO)

8. Le Comité a interprété comme suit son mandat pour la présente session: essentiellement, préparer des recommandations et des procédures relatives à la création et à la gestion du Programme alimentaire mondial (PAM), et présenter ces recommandations et conclusions au Conseil économique et social des Nations Unies et au Conseil de la FAO pour examen et décision.

f. Règlement intérieur

9. Le Comité décide que le Règlement général de la FAO s'appliquera mutatis mutandis à la conduite de ses travaux au cours de la première session. Il décide d'adopter son propre Règlement intérieur à une session ultérieure sur la base d'un projet qui lui sera soumis à sa prochaine session par le Secrétariat, en consultation avec un groupe de travail restreint composé des membres suivants du Comité: Canada, Colombie, Maroc, Pakistan, Etats-Unis d'Amérique et Uruguay.

g. Groupes et comités constitués durant la session

10. Un Comité directeur et un Groupe de travail plénier ont été constitués pendant la session. Le Comité directeur avait la composition suivante: Président, Vice-Président, Australie, Canada, France, Ghana, Pays-Bas et Etats-Unis. Il a également été constitué un Groupe de travail des études comprenant trois membres: France, Inde et Etats-Unis.

h. Date et lieu de la deuxième session

11. Le Comité décide que sa deuxième session se tiendra à une date et en un lieu que fixeront le Secrétaire général et le Directeur général.

II. EXAMEN DES CONDITIONS ET PROCEDURES DE CREATION ET DE GESTION DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

12. Le Comité a examiné en détail les dispositions de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la résolution 1/61 de la Conférence de la FAO au sujet du PAM. Ce faisant, il a tenu compte de la proposition conjointe de l'ONU et de la FAO relativement aux procédures et dispositions en vue de l'utilisation multilatérale des excédents alimentaires (A/4907 et Add. 1 et 2) 1/, ainsi que des déclarations faites à ce sujet au cours de débats antérieurs dans des organismes de l'ONU et de la FAO. En outre, le Comité a été saisi d'un avant-projet de propositions soumis par la délégation du Canada 2/, d'un exposé présenté par le Sous-Comité consultatif du CP sur l'écoulement des excédents concernant les procédures de consultations relatives à la mise en oeuvre du PAM 3/, ainsi que d'un document de travail établi par le Directeur général en consultation avec le Secrétaire général.

13. Le Comité adopte à l'unanimité le présent rapport qui comprend :

A. des observations sur des questions déterminées, pour l'information du Conseil économique et social de l'ONU et du Conseil de la FAO;

B. des recommandations concernant les mesures préparatoires et les études à entreprendre, et

C. un projet de Règles ou Recommandations générales sur les dispositions et procédures pour la création et la gestion du PAM;

A. Observations sur des questions déterminées pour l'information du Conseil économique et social de l'ONU et du Conseil de la FAO

Nomination du Directeur exécutif

14. Le Secrétaire général par intérim et le Directeur général sont convenus d'informer les membres du Comité de leur choix d'un candidat au poste de Directeur exécutif du PAM et de consulter officieusement le Comité à ce sujet avant de procéder à la nomination.

1/ Distribué également comme document FAO sous la cote C 61/18

2/ Distribué à la session sous la cote WFP/Conference Room Series No 2 et le titre "Avant-projet de propositions canadiennes relatives aux conditions et procédures de création et de gestion du programme".

3/ Distribué sous la cote WFP 3/1/62, avec les lettres de transmission du Président du Sous-Comité et du Directeur général, sous le titre "Procédures consultatives relatives à la mise en oeuvre du Programme alimentaire mondial - Note du Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents, Washington, au Comité intergouvernemental de vingt pays."

Païement par le PAM des services fournis par des organisations et des institutions

15. En ce qui concerne la fourniture des services techniques et généraux de la FAO, de l'ONU et des autres organisations intergouvernementales, lorsque ces services peuvent être fournis et sont acceptables, le Comité estime que cette coopération entraînerait des dépenses pour les organisations fournissant des services. Il décide d'examiner à sa prochaine session la base sur laquelle ces dépenses seront défrayées. A cette fin, le Comité invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de la FAO à lui présenter leurs suggestions.

Frais de voyages des délégations à l'occasion des sessions du CIG

16. Le Comité décide que toutes les dépenses afférentes à la participation des délégués des gouvernements aux sessions du CIG seront à la charge des gouvernements intéressés. Il estime que l'on pourrait introduire une disposition à cet effet dans le Règlement intérieur du CIG.

Réserves formulées par des délégations au sujet de certaines recommandations

17. Le Comité décide de recommander que les contributions des pays soient évaluées sur la base des cours commerciaux moyens pratiqués sur le marché mondial. Toutefois, la délégation française a fait observer qu'à son avis cette évaluation ne tenait compte ni du caractère marginal de ces cours mondiaux, ni des coûts réels que la participation au Programme entraîne pour les pays donateurs. Cette délégation a proposé d'évaluer les contributions sur la base des prix intérieurs ou, de préférence, d'établir la comptabilité du Fonds "en nature" plutôt qu'en "espèces". Une comptabilité de ce genre permettrait de faire face aux exigences tant de l'administration du Programme que des pays bénéficiaires.

18. La délégation du Canada a fait observer que, si le montant minimum des contributions nécessaires à la mise en route du Programme était fixé à la moitié de l'objectif de 100 millions de dollars, ce minimum pourrait être atteint dans des conditions où l'aspect multilatéral de l'entreprise risquerait de se trouver très compromis. A son avis, il conviendrait, pour être sûr que les objectifs seront atteints, de relever le niveau minimum des contributions en espèces ou en produits, ou de la participation des pays donateurs, avant de commencer officiellement à exécuter le Programme.

B. Recommandations concernant les mesures préparatoires et les études

Mesures préparatoires

19. Pour faire face aux dépenses initiales du PAM, la Conférence de la FAO, à sa onzième session, a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de roulement de la FAO 100 000 dollars qui seront remboursés à l'aide des premières contributions en espèces versées au PAM. Le Comité recommande que les mesures préparatoires à prendre avant sa prochaine session comprennent les dispositions suivantes :

20. Le Secrétaire général et le Directeur général devront :

- a) Nommer ou affecter un petit nombre de fonctionnaires à des postes-clé au PAM et les charger de préparer des plans provisoires pour son administration et son fonctionnement.
- b) Envoyer une ou deux petites équipes d'enquêteurs pour visiter des pays en voie de développement, dans une ou deux régions. Ces équipes devraient être limitées à deux ou trois personnes et comprendre autant que possible du personnel déjà sur place. Elles examineront avec les fonctionnaires compétents les projets réalisables dans chaque pays et, le cas échéant, les inciteront à commencer les plans d'un ou de plusieurs projets à soumettre au PAM.
- c) Fournir toute l'aide possible aux Etats Membres ayant des projets en préparation, par l'intermédiaire des représentants résidents de l'ONU-BAT, des représentants de la FAO dans les pays le cas échéant et des fonctionnaires techniques régionaux, ainsi que des autres membres du personnel international et des experts d'assistance technique pour la mise au point de projets à soumettre éventuellement au PAM.

21. Le Directeur général déléguera au Directeur exécutif, dans toute la mesure du possible, la responsabilité opérationnelle des fonctions qui incombent actuellement au Directeur général en matière de secours international en cas de famine, et de secours alimentaire d'urgence; le nouveau personnel commencera à mettre au point des dispositions conçues expressément en vue de l'exécution des opérations de secours.

22. Le Directeur exécutif, avec le concours du personnel normal, de la FAO et de l'ONU, préparera un projet de programme de travail et de budget et le soumettra, avec l'approbation du Secrétaire général et du Directeur général, à l'examen et à l'approbation du CIG, en l'accompagnant d'un résumé des travaux déjà effectués.

23. Le Comité estime souhaitable que le Secrétaire général et le Directeur général mettent à la disposition des pays, très longtemps avant la Conférence des contributions, une liste des produits considérés comme les plus appropriés aux fins du Programme. Néanmoins, il est entendu que cette liste ne sera pas interprétée comme étant simplement une liste de produits excédentaires et que les produits qui n'y figurent pas ne devraient pas obligatoirement être exclus des contributions. Cette liste a uniquement pour objet d'indiquer aux pays, de façon générale, les produits qui, de l'avis du Secrétaire général et du Directeur général, paraîtraient les plus utiles pour le PAM.

Etudes

24. L'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence de la FAO avaient estimé dans leurs résolutions que, outre l'expérience acquise sur le terrain grâce aux opérations du PAM, certaines informations supplémentaires devraient être obtenues sur les principaux aspects des programmes alimentaires multilatéraux. Sur la base des vues déjà exprimées par le Comité des produits et par le Conseil de la FAO, le CIG propose que ces nouvelles études portent principalement sur des domaines tels que ceux qui sont indiqués ci-après :

- a) Relations entre le développement de l'aide alimentaire et de l'aide sous d'autres formes;
- b) Mérites respectifs de l'aide alimentaire et des autres formes d'aide pour un volume donné d'aide totale;
- c) Portée de l'aide alimentaire par rapport i) au maintien et à l'expansion des marchés commerciaux, et ii) à l'opportunité et à la possibilité de développer la consommation;
- d) Aide alimentaire par rapport à la production agricole et aux programmes de développement agricole des pays bénéficiaires;
- e) Incidences économiques et techniques des politiques éventuelles visant à réorienter la composition de la production agricole afin de faire face aux besoins des pays qui manquent de produits alimentaires;
- f) Mérites respectifs de l'aide alimentaire et des autres formes d'aide par rapport au développement économique et social.

25. Il a été convenu que ces études seraient effectuées avec l'aide des secrétariats de l'ONU et de la FAO et, le cas échéant, d'autres organisations et organes intergouvernementaux. Les études indiquées devraient

être exécutées et fournies aux gouvernements en temps voulu pour l'examen général prévu au paragraphe IV de la Résolution FAO et aux paragraphes I, 14 et II, 3 de la Résolution de l'ONU. D'autres questions pertinentes concernant l'aide alimentaire pourront être incluses si, à l'expérience, on le juge souhaitable. Le Comité est d'avis que les sessions tenues concurremment par l'ECOSOC et le Conseil de la FAO pourront fournir des directives supplémentaires à ce sujet.

C. Projet de règles ou recommandations générales sur les dispositions et procédures pour la création et la gestion du PAM

26. Vu les dispositions de la Résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Résolution 1/61 de la Conférence de la FAO, le Comité intergouvernemental ONU/FAO du PAM soumet au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO, pour examen et décision, les procédures et dispositions détaillées ci-après pour le Programme alimentaire mondial :

Partie A

PRINCIPES DIRECTEURS ET CRITERES

- 1) Un Programme alimentaire mondial (PAM) sera établi à titre expérimental, pour une période de trois ans, à partir de la date que le Comité intergouvernemental (CIG) fixera en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général.
- 2) Le PAM est entrepris conjointement par la FAO et l'ONU, en coopération avec d'autres institutions des Nations Unies intéressées et des organismes intergouvernementaux compétents.
- 3) Tous les Etats Membres des Nations Unies ou les Etats Membres et Membres associés de la FAO ont la faculté de participer au PAM.

Contributions

4) a) Le montant total des contributions au PAM devrait être de l'ordre de 100 millions de dollars; les contributions sont volontaires. Les pays pourront s'engager à les fournir sous la forme de produits appropriés, de services acceptables et d'espèces, l'objectif étant de constituer en espèces le tiers au moins du montant total des contributions. Les pays devront tenir dûment compte de l'importance qui s'attache à atteindre cet objectif global en déterminant la part de leurs contributions qu'ils verseront en espèces.

b) La valeur des contributions en produits sera calculée sur la base des prix en vigueur sur le marché mondial au moment de la promesse de contribution, tels qu'ils seront estimés par le Directeur exécutif du PAM. Si ces prix ont changé au moment de la livraison, on

effectuera un ajustement des quantités à livrer, de sorte que leur valeur courante corresponde à la somme promise. Les contributions sous forme de fret seront évaluées de la même façon.

c) i) Les contributions en produits resteront détenues dans le pays donateur jusqu'au moment où le Directeur exécutif les mobilisera; elles seront alors livrées f.o.b. au port d'exportation aux frais de ce pays.

ii) Le fret et l'assurance maritimes jusqu'au port du pays bénéficiaire seront couverts par les contributions promises sous forme de services ou payés par le PAM. En l'absence d'un tel port, les frais de mise à terre dans un port de débarquement et le coût du transport jusqu'à la frontière du pays bénéficiaire seront payés également par le PAM.

iii) Les dispositions relatives à un transport maritime (y compris l'assurance) fourni à titre de contribution au Programme seront prises, à la demande du Directeur exécutif, par le pays donateur, mais les dispositions relatives à un transport payé par le PAM seront prises à la demande du Directeur exécutif par le pays bénéficiaire. Dans des circonstances exceptionnelles, le Directeur exécutif peut se charger de régler les questions de fret et autres questions relatives au transport.

d) Les contributions en espèces sont faites uniquement en monnaies convertibles, afin d'assurer au Programme toute la souplesse nécessaire. Toutefois, les pays en voie de développement pourront, dans des cas exceptionnels, verser, en accord avec le Directeur exécutif, leurs contributions en espèces dans des monnaies facilement utilisables pour le Programme.

e) Les pays verseront leurs contributions en espèces en trois tranches annuelles égales, à moins qu'il n'en soit convenu autrement avec le Directeur exécutif. Les contributions promises en produits et en services seront fournies lorsque le Directeur exécutif en fera la demande.

f) La première tranche annuelle des contributions promises en espèces sera versée, autant que possible, dans les soixante jours à compter de la date de la promesse formelle et, par la suite, dans les deux mois à compter du 1er juillet de chaque année. Les pays qui, pour des motifs de législation et de budget internes, ne sont pas en mesure de se conformer à ces détails limites, peuvent indiquer, lors de la Conférence des contributions, les époques auxquelles ils ont l'intention de fournir au PAM leurs contributions en espèces ou en produits.

g) Les contributions promises restent disponibles pour des engagements envers les pays bénéficiaires pendant une durée de trois ans à compter de la date du commencement du programme. En cas d'imprévu (mauvaise récolte par exemple), les pays donateurs pourront annuler ou retirer à la fin de chaque année de fonctionnement du PAM toute partie

de leurs contributions en produits que le PAM ne se sera pas encore engagé à livrer à un pays demandeur. Après que le Directeur exécutif en a été dûment avisé, des espèces convertibles peuvent être substituées pour une valeur égale aux produits promis. Le Directeur exécutif tiendra les pays donateurs pleinement au courant des engagements envisagés et pris au sujet de leurs contributions en produits.

Partie B

TYPES ET DOMAINES D'ASSISTANCE

- 5) Le PAM, sur demande, fournit une assistance en vue de :
 - a) faire face à des besoins alimentaires d'urgence et à des situations critiques inhérentes à la malnutrition chronique (ce qui pourra comprendre la constitution de réserves alimentaires),
 - b) favoriser l'alimentation préscolaire et scolaire, et
 - c) exécuter des projets pilotes utilisant les produits alimentaires pour faciliter le développement économique et social, en particulier dans le cadre de projets comportant une utilisation intensive de main-d'oeuvre ou intéressant le bien-être rural.
- 6) Pour assurer le fonctionnement du Programme au cours de la première année, jusqu'à 25 pour cent des produits seront réservés pour être utilisés par le Directeur général en vue d'interventions d'urgence, y compris la création de réserves alimentaires nationales. Pour les années suivantes, ce chiffre sera réexaminé par le CIG en consultation avec le Directeur général.

Partie C

ORGANISATION ET GESTION

7) Les organes du PAM sont :

- i) un comité intergouvernemental ONU/FAO (CIG) composé de vingt Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de la FAO;
- ii) un organe administratif mixte ONU/FAO, établi au Siège de la FAO à Rome et relevant du Secrétaire général et du Directeur général.

Pouvoirs et fonctions du Comité intergouvernemental

8) Le CIG exerce le contrôle intergouvernemental du Programme.

9) Le CIG formule des directives générales au sujet de la politique, de l'administration et des opérations du PAM. Il examine les programmes de travail, indiquant les activités à entreprendre et contenant des projets de développement économique et social qui lui sont présentés par le Directeur exécutif. Le CIG autorise en outre, selon qu'il le juge approprié, la mise en oeuvre de ces programmes et projets.

10) Au début, le CIG délègue au Directeur exécutif le pouvoir de mettre en oeuvre certains types de projets (comme les projets d'alimentation scolaire, les projets limités), sans l'approbation préalable du CIG.

11) Le CIG fait rapport chaque année à l'ECOSOC et au Conseil de la FAO sur la marche du PAM, son administration et son fonctionnement.

12) Le CIG examine et approuve le budget annuel du PAM.

13) Le CIG établit son Règlement intérieur. Ce Règlement devra, entre autres, prévoir que les décisions du CIG sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Les questions importantes comprennent les politiques, l'approbation des projets et l'affectation des ressources. En cas de doute sur les questions à considérer comme importantes, la décision est prise par un vote à la majorité des membres présents et votants. De même, les décisions du CIG sur les autres questions sont acquises à la majorité des membres présents et votants.

14) Le CIG se réunit deux fois par an en session ordinaire; des sessions extraordinaires ont lieu en cas de besoin.

15) Le Comité intergouvernemental veillera, en ce qui concerne les programmes placés sous son contrôle, à ce que :

- i) conformément aux Principes de la FAO pour l'écoulement des excédents et aux procédures consultatives instituées par le Comité des produits, et en conformité des dispositions de la résolution 1496 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier de son paragraphe 9, les marchés commerciaux et les échanges traditionnels ou en cours de développement ne soient ni gênés ni désorganisés;
- ii) l'économie agricole des pays bénéficiaires soit protégée de manière appropriée en ce qui concerne aussi bien les marchés intérieurs que le développement efficace de la production alimentaire;
- iii) l'on s'attache comme il se doit, pour ce qui est des services acceptables, à protéger les pratiques commerciales normales.

Organe administratif mixte ONU/FAO

- 16) a) Le PAM sera administré par un organe mixte FAO/ONU ayant un statut équivalent à celui d'un département de la FAO et qui sera dirigé par un Directeur exécutif ayant le statut de Sous-Directeur général.
- b) Le Directeur exécutif sera nommé par le Secrétaire général et le Directeur général après consultation avec le CIG.
- c) Le Directeur exécutif aura sous ses ordres deux divisions (l'une chargée de l'élaboration du programme et l'autre des opérations). La première s'occupera de l'élaboration et de l'évaluation du programme et l'autre des dispositions administratives et des opérations au titre des projets, y compris la gestion, la fourniture et l'expédition des produits.
- d) Les postes-clés seront pourvus d'un commun accord par le Secrétaire général et le Directeur général et en consultation avec le Directeur exécutif ou sur son initiative; cependant, certains des fonctionnaires seront choisis en raison de leurs compétences en agriculture (leur choix incombant alors principalement à la FAO) et d'autres en raison de leur connaissance générale de l'économie et du développement (leur choix incombant alors principalement aux Nations Unies).
- e) Les services financiers et administratifs généraux seront assurés par les services administratifs normaux de la FAO. Dans toute la mesure du possible, l'organe administratif fera appel au personnel et aux services existants à la FAO, aux Nations Unies et dans d'autres organismes intergouvernementaux s'il y a lieu. Les dépenses supplémentaires en résultant seront remboursées à l'aide des fonds du PAM.
- f) Aucun effort ne devra être épargné pour maintenir à un minimum le coût de la gestion et de l'administration du Programme. Au début, seul un petit nombre de hauts fonctionnaires seront choisis et nommés ou affectés au PAM. De nouveaux fonctionnaires seront recrutés progressivement et l'organisation envisagée sera graduellement étoffée à mesure que les besoins du développement du Programme l'exigeront. Le personnel recruté au titre du PAM ne pourra être engagé pour des périodes dépassant la durée du Programme.

Partie D

PROCEDURES

Directeur exécutif

17) a) Les activités entreprises au titre du Programme devront avoir un caractère pratique et viser à mettre au point les projets que désirent réaliser les pays, et à aider ceux-ci à élaborer, proposer et mettre en oeuvre les projets qui paraîtront le plus réalisables, compte tenu de toutes les considérations, l'expérience acquise et les études exécutées permettant de déterminer la meilleure façon de traiter ces projets. Pour obtenir une large expérience, on devra s'efforcer de veiller à ce que les projets initiaux, outre les activités nécessaires pour faire face à des situations d'urgence, comprennent un ou plusieurs projets de chaque catégorie générale.

b) Le Directeur exécutif, en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général, prépare une fois par an un programme de travail qui indique les activités en cours, les activités nouvelles à entreprendre et l'évolution (ou l'évolution envisagée) de différents types de projets pilotes, ainsi que les résultats des projets achevés et leur évaluation; il soumet ce programme, avec l'approbation du Secrétaire général et du Directeur général, à l'examen et à l'approbation du CIG. Toutes révisions ou tous amendements jugés nécessaires ultérieurement sont soumis pour approbation à la session suivante du CIG.

c) Au cours de discussions, le Directeur exécutif et les pays donateurs détermineront, en fonction des exigences et besoins à mesure que le Programme se développe, les produits appropriés et services acceptables qui sont disponibles et qui doivent être utilisés.

d) Si le Directeur exécutif éprouve des difficultés à faire face aux besoins pour un produit ou service déterminé, il est autorisé à demander aux gouvernements des pays donateurs de substituer ce produit ou service à un autre déjà promis. Les pays donateurs prendront dûment en considération ces demandes.

e) Une partie des contributions en espèces peut être utilisée pour l'achat de produits essentiels, dans le cas où il n'en a pas été promis ou autrement mis à la disposition du PAM une quantité suffisante ainsi que dans le cas où ces produits peuvent être nécessaires pour améliorer l'équilibre nutritionnel des produits fournis aux pays bénéficiaires.

Pays donateurs

a) Les pays donateurs qui désirent, dans les contributions qu'ils ont promises, remplacer un produit par un autre, ne peuvent le faire qu'avec l'accord du Directeur exécutif.

b) Au moment où les gouvernements promettent leur contribution, ils doivent si possible offrir de fournir au PAM un choix de produits appropriés et de services acceptables.

c) Tout gouvernement participant qui s'engage initialement à verser en espèces plus du tiers de sa contribution totale peut, en accord avec le Directeur exécutif et dans la mesure qu'il spécifie à la Conférence des contributions, à tout moment pendant la période de trois ans, offrir des produits appropriés ou des services acceptables, à concurrence des deux tiers de la valeur totale de la contribution qu'il s'est initialement engagé à fournir. Dans la mesure où ces produits ou services supplémentaires sont utilisés par le Directeur exécutif, leur valeur aux prix ou cours du marché mondial viendra en déduction de toute portion non versée de la contribution initialement promise par le pays.

d) Lorsque le PAM envisage un projet comportant l'utilisation de denrées alimentaires, les pays bénéficiaires fourniront autant que possible au Directeur exécutif du PAM tous renseignements pertinents sur d'autres programmes d'aide qui pourraient aider le PAM à coordonner ses activités. Dans le cas où cela n'est pas possible, les pays donateurs ou les organisations peuvent fournir les renseignements pertinents.

Coopération du PAM avec d'autres institutions ou organisations

18.) Le PAM consultera, en cherchant à obtenir leurs avis et leur coopération, les services appropriés de la FAO et de l'ONU, ainsi que les autres institutions et organismes internationaux intéressés et coopérant au Programme, en ce qui concerne l'examen et l'élaboration des divers projets ou des aspects de ces projets qui rentrent dans leurs domaines respectifs de compétence. Les institutions et organismes internationaux intéressés et coopérants seront invités à envoyer des représentants aux réunions du CIG. Le Directeur exécutif, en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général, accordera une attention particulière au développement, entre autres, de ces moyens de coopération avec ces institutions et organisations, et fera rapport au Comité sur les progrès réalisés.

Elaboration et gestion des projets

Initiative des projets

- 19) i) Les pays désireux d'organiser des programmes ou projets d'aide alimentaire adressent une demande au Directeur exécutif par l'intermédiaire du Représentant résident de l'ONU, tout en tenant pleinement au courant, le cas échéant, le Représentant de la FAO dans le pays.
- ii) Si, après examen de la demande ou de l'avant-projet par le PAM, les plans apparaissent réalisables à l'aide des ressources disponibles, le Directeur exécutif réunit les renseignements supplémentaires nécessaires à leur examen. Il peut alors, si besoin est, envoyer une équipe d'enquêteurs pour examiner sur place la proposition en consultation avec le pays intéressé. Chaque équipe devrait normalement comprendre un

économiste général de l'ONU ainsi que, le cas échéant, et si possible, des représentants des autres institutions des Nations Unies qui peuvent être directement intéressées et qui accepteraient de participer aux enquêtes sur place. Après les études et les consultations sur place appuyées par des consultations, le cas échéant, avec le Secrétariat de la Commission économique régionale des Nations Unies, l'équipe d'enquête établit un rapport qu'elle soumet au Directeur exécutif.

Mise au point des accords

- 20) i) Lorsqu'un projet proposé a été approuvé, le Directeur exécutif prépare, en consultation avec le pays intéressé, un accord portant sur les points suivants : conditions dans lesquelles s'exécuteront les travaux proposés ; éventuellement aide supplémentaire apportée au même projet par d'autres institutions ou organismes ; obligations du pays en ce qui concerne les modes d'utilisation de l'aide alimentaire, y compris l'emploi de toutes recettes en monnaie locale résultant de cette aide, le cas échéant, mécanismes nationaux à mettre sur pied pour l'emmagasiner des produits, le transport et la distribution dans le pays et pour empêcher les fluctuations des prix intérieurs ; toutes autres conditions pertinentes, y compris les données à réunir concernant les modalités de la distribution d'aliments et ses effets sur l'amélioration de l'état nutritionnel et le développement économique et social des pays envisagés à long terme ; enfin, tous autres aspects sur la nécessité desquels les deux parties se seront mises d'accord.
- ii) La responsabilité de l'exécution du projet incombe au premier chef au pays bénéficiaire, conformément aux dispositions de l'accord relatif au projet. Il appartient toutefois au Directeur exécutif de surveiller et de faciliter cette exécution, et il utilise le cas échéant les services des Nations Unies, de la FAO ou d'autres organisations intergouvernementales, en vertu des dispositions qui pourront être mutuellement convenues.
- iii) Lorsque l'accord est mis à exécution, le pays bénéficiaire apporte une collaboration pleine et entière aux services du PAM pour leur permettre d'observer de temps à autre la marche des opérations, d'en contrôler les effets et d'évaluer les résultats de chaque projet. Dans chaque cas, des rapports sur ces points sont soumis au pays bénéficiaire intéressé, de manière qu'il puisse formuler ses observations avant que le rapport définitif soit présenté au CIG.

- iv) Les accords relatifs aux projets prévoient que les produits seront livrés au pays bénéficiaire à titre de don, sans remboursement, ou à la condition que, quand ces produits sont vendus sur le marché intérieur contre paiement en monnaie locale, le montant des ventes demeurera la propriété du gouvernement du pays bénéficiaire qui ne s'en servira que pour des activités et objets particuliers convenus dans l'accord relatif au projet.
- v) Avant de donner son approbation à un projet qui exige un financement extérieur supplémentaire en espèces pour devenir réalisable (comme c'est le cas pour beaucoup de projets de développement économique), le Directeur exécutif s'assure par des moyens appropriés que ce financement peut être obtenu. Il appartient au pays bénéficiaire de prendre des dispositions pour obtenir ce financement grâce à l'aide disponible sur une base multilatérale ou à d'autres sources.

Sauvegarde des autres exportateurs, du commerce international et des producteurs des pays bénéficiaires

21) Lors de l'évaluation des projets de développement économique et social, y compris les travaux des équipes d'enquête sur les projets, ainsi que dans leur exécution et leur évaluation ultérieure, il sera pleinement tenu compte de l'incidence possible et réelle du projet sur la production locale des denrées alimentaires, notamment les moyens possibles d'accroître cette production, ainsi que sur les marchés de denrées agricoles produites par le pays bénéficiaire.

22) Il sera également tenu dûment compte de la sauvegarde à assurer aux marchés commerciaux ainsi qu'au commerce normal et en voie de développement des pays exportateurs, en conformité des Principes de la FAO sur l'écoulement des excédents, ainsi que de la sauvegarde des pratiques commerciales normales au sujet des services acceptables.

23) Afin de sauvegarder les marchés commerciaux :

- i) Dans les débuts de l'élaboration d'un plan pour un projet dont l'importance risque de contrecarrer ou de perturber les marchés commerciaux ou le commerce normal et en voie de développement de certains pays, le Directeur exécutif consulte les pays qui risquent d'en souffrir.
- ii) Le Directeur exécutif informe de ces plans le Président du Sous-Comité consultatif du CP sur l'écoulement des excédents.

- iii) Si des questions concernant un projet envisagé du PAM sont soumises au Sous-Comité de l'écoulement des excédents, celui-ci fait connaître sans retard son opinion au Directeur exécutif qui en tiendra compte avant de poursuivre le projet.
- iv) Afin de faciliter, dans le domaine de l'écoulement des excédents, l'examen des politiques, le Directeur exécutif fournit de temps à autre au Sous-Comité de l'écoulement des excédents les documents du PAM concernant ces questions.

PARTIE E

DISPOSITIONS FINANCIERES

- 24) Le Directeur général constituera, en vertu de l'Article 6.7 du Règlement financier de la FAO, un Fonds de dépôt auquel seront versées toutes les contributions au PAM et sur lequel seront payés les frais d'administration et de gestion du programme.
- 25) Des engagements concernant les fonds, les produits et les services pour la réalisation des projets pourront commencer d'être pris dès que plus de la moitié des 100 millions de dollars constituant l'objectif aura été promise, à condition que la participation des pays et la répartition des montants promis entre produits et espèces justifient ces engagements, de l'avis du CIG, en consultation avec le Secrétaire général et le Directeur général.
- 26) Les finances du PAM seront, dans la mesure du possible, gérées conformément aux dispositions de l'actuel Règlement financier de la FAO. Le Directeur général, en consultation avec le Comité financier de la FAO et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'ONU (CCAQ), mettra au point, aux fins d'approbation par le CIG, les procédures financières supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour répondre aux besoins particuliers de l'administration du Programme.
- 27) Les rapports financiers et le budget annuel du PAM seront examinés par le Comité financier de la FAO et le CCAQ et soumis à l'approbation du CIG avec le rapport de ces comités. Il peut toutefois être dérogé à la règle de l'examen préalable pour le premier budget du PAM si le manque de temps ne permet pas l'application de cette procédure.
- 28) Les accords avec les pays bénéficiaires concernant les projets prévoient normalement que le coût du déchargement et du transport intérieur ainsi que de toute assistance technique et de tout contrôle nécessaire sera, si possible, à la charge du pays bénéficiaire. Toutefois, le Directeur exécutif peut, si besoin est, consentir des dérogations à cette règle générale dans le cas de pays qui ne sont pas en mesure de faire face eux-mêmes à ces coûts, ou prendre des dispositions pour les financer à l'aide de sources autres que le PAM.

PARTIE F

ETUDES FUTURES

- 29) Aussitôt que possible, le Secrétaire général et le Directeur général veilleront à ce que soient faites des études d'experts destinées à faciliter l'examen du développement ultérieur des programmes alimentaires multilatéraux. En préparant ces études, le Secrétaire général et le Directeur général prendront des dispositions pour que la plus grande partie possible de ces enquêtes soit menée dans le cadre des activités ordinaires du personnel de la FAO et de l'ONU, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales intéressées et compétentes.

APPENDIX I - ANNEXE I - APENDICE I

WORLD FOOD PROGRAM
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

UN/FAO INTERGOVERNMENTAL COMMITTEE
UN/FAO COMITE INTERGOUVERNEMENTAL
UN/FAO COMITE INTERGUBERNAMENTAL

DELEGATES AND OBSERVERS
DELEGUES ET OBSERVATEURS
DELEGADOS Y OBSERVADORES

MEMBER COUNTRIESETATS MEMBRESESTADOS MIEMBROSARGENTINARepresentante:

Carlos M. CORREA AVILA
 Consejero Económico
 Embajada
 Roma

Adjunto:

Vicente C. BRUNINI
 Consejero Agrícola
 Embajada
 Roma

AUSTRALIARepresentative:

A. C. B. MAIDEN
 Director
 Bureau of Agricultural Economics
 Canberra

Alternate:

Kenneth Henry ROGERS
 Chargé d'Affaires
 Australian Embassy
 Rome

Adviser:

Michael McKEOWN
 Third Secretary
 Australian Embassy
 Rome

BRAZILRepresentative:

Paulo Tarso FLECHA DE LIMA
 Assistant Resident Representative
 of Brazil to FAO, Brazilian
 Embassy, Rome.

CANADARepresentative:

Alex H. TURNER, Director,
 Economics Division,
 Department of Agriculture
 Ottawa

Alternate:

Keith W. MACLELLAN,
 First Secretary, Canadian Embassy,
 Rome

CANADA (Cont'd)

Associates:

John MACNAUGHT,
Assistant Agricultural Secretary,
Canadian Embassy,
Washington D.C.

D. Bevis DEWAR,
Cabinet Secretariat,
Privy Council Office,
Ottawa

Patrick M. REID,
Finance Officer,
Canadian Embassy,
Rome

COLOMBIA

Representante:

Nestor MADRID-MALO,
Representante Permanente ante la FAO,
Embajada de Colombia
Roma

DENMARK

Representative:

Hans Jørgen KRISTENSEN,
Assistant Head of Section,
Ministry of Agriculture,
Copenhagen

Alternate:

Henning Vincent GOTTLIEB,
Chief of Section,
Ministry of Foreign Affairs,
Copenhagen

FRANCE

Représentant:

G. H. JANTON,
Contrôleur d'Etat au Ministère
des Finances et des Affaires Economiques,
Paris (7)

Suppléant:

Lucien ESCARD, Sous directeur du
Service des Relations Internationales,
Ministère de l'Agriculture,
Paris

GHANA

Representative:

Seth LA-ANYANE,
Chief, Division of Economics,
Ministry of Agriculture,
Accra

INDIA

Representative:

Maharaj KRISHAN*,
Agricultural Attaché,
Embassy of India,
Rome

INDONESIA

Representative:

Soesilo H. PRAKOSO,
Under-Secretary of Agriculture,
Ministry of Agriculture,
Djakarta

Alternate:

I. SUMADI,
Agricultural Attaché,
Indonesian Embassy,
Rome

Associate:

R. B. KOESOEMONEGORO,
First Secretary,
Indonesian Embassy,
Rome

MOROCCO

Représentant:

Abdelhadi SBIHI,
Ministre plénipotentiaire,
Ambassade du Maroc,
Rome

Suppléant:

Ahmed DOUKKALI,
Chargé de Mission,
Cabinet du Ministre de l'Agriculture,
Rabat

NETHERLANDS

Representative:

Johannes A.P. FRANKE,
Director-General of Food,
Ministry of Agriculture and Fisheries,
The Hague

Alternate:

F.L.A. MAANDAG,
Inspector of Agriculture,
Ministry of Agriculture and Fisheries,
The Hague

Associate:

Fredericus PRONK,
Assistant Director,
Ministry of Agriculture and Fisheries,
The Hague

Advisers:

Jan MEYER,
Director, International
Organizations Department,
Ministry of Foreign Affairs,
The Hague

Carolus EYGENRAAM,
Agricultural Attaché,
Dutch Embassy,
Rome

NEW ZEALAND

Representative:

A. W. BROADBENT,
c/o New Zealand Embassy,
Washington, D. C.

Alternate:

J. R. MARTIN,
Second Secretary (Economic),
New Zealand High Commission
London

PAKISTAN

Representative:

Nazir AHMED,
Agricultural Attaché,
Pakistan Embassy,
Rome

THAILAND

Representative:

Vicharn NIVATVONGS,
Chief of Economic Planning Division,
Economic Relations Department,
Ministry of Economic Affairs,
Bangkok

Alternate:

Choowongse DHANOMKULBUTRA,
Chief of Ag. Econ. Division,
Ministry of Agriculture,
Bangkok

UNITED ARAB
REPUBLICRepresentative:

Hassan Ali EL-TOBGY,
Under-Secretary of State,
Ministry of Agriculture,
Giza

Alternate:

Hassan ABDULLAH,
Director, Foreign Relations Division,
Ministry of Agriculture,
Cairo

URUGUAY

Representante:

Julio PONS,
Embajador, Embajada de Uruguay,
Roma

Suplente:

Alfredo MORETTI,
Agregado a la Embajada de Uruguay,
Roma

UNITED STATES OF
AMERICARepresentative:

Robert C. TETRO,
Administrator, FAS,
US Department of Agriculture,
Washington, D. C.

UNITED STATES OF Alternate:
AMERICA (Cont'd)

Walter M. KOTSCHNIG,
Director, Office of International
Economic and Social Affairs,
State Department,
Washington, D.C.

Advisers:

Mrs. Ursula H. DUFFUS,
Assistant FAO Liaison Officer,
American Embassy,
Rome

Richard Hale ROBERTS,
Deputy Assistant Administrator,
FAS, US Dept. of Agriculture,
Washington, D.C.

H. Gardner AINSWORTH,
Counsellor for Economic Affairs,
American Embassy,
Rome

Clayton WHIPPLE,
Agricultural Attaché
American Embassy,
ROME

YUGOSLAVIA Representative:

Bora JEVTIC,
Counsellor,
Belgrade

OBSERVERS

OBSERVATEURS

OBSERVADORES

Countries, Members of UN or FAO
Etats Membres de l'ONU ou de la FAO
Estados Miembros de las N.U. o de la FAO

CEYLON

Elmo ZIEGELAAR
Chargé d'Affaires
Embassy of Ceylon
Rome

GERMANY

Justus ROERBACH
Senior Counsellor
Head of FAO Bureau
Federal Ministry of Food,
Agriculture and Forestry
Bonn

ITALY

Giulio GARAGUSO
Ministero Affari Esteri
Direzione Generale Affari Economici
Ufficio I
Rome

JAPAN

Ryuichi IWASHITA
First Secretary
Embassy of Japan
Rome

PANAMA

Carlos A. FAILLACE-VENGOCHEA
Embassy of Panama
Rome

SOUTH AFRICA

John Brent MILLS
First Secretary
Embassy of South Africa
Rome

SWITZERLAND

Auguste HURNI
Counsellor
Embassy of Switzerland
Rome

Specialized Agencies and other Intergovernmental Organizations
Institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales
Organismos especializados y otras organizaciones intergubernamentales

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT (IBRD)

Harry Gibson CURRAN

Representative in Europe
Paris

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION (ILO)

Anthony Arthur Patrick DAWSON

Principal Member of
Economic Division
ILO, Geneva

WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)

Robert C. BURGESS

Chief Medical Officer
WHO, Geneva

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)

Georges P. SICAULT

Director of European Office
UNICEF, Paris

7.

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF) (Cont'd)

Maria CAO PINNA

Chief, Research and Technical
Assistance Division
AAI (Liaison Office with UNICEF)
Rome

ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)

Hans ITSCHNER

Acting Director
Agriculture and Food
OECD, Paris

Jo W. SAXE

Advisor to the Secretary-General
OECD, Paris